

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/GMB/3
15 décembre 2010

(10-6728)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur
les procédures de licences d'importation

GAMBIE

La communication ci-après, datée du 10 décembre 2010, est distribuée à la demande de la délégation de la Gambie.

En application de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, la République de Gambie vous informe qu'il n'y a pas en Gambie de procédures de licences d'importation, sauf pour l'importation de produits pharmaceutiques.

L'importation de produits pharmaceutiques est régie par la Loi sur les médicaments de 1984 qui porte sur la fabrication, l'importation, la vente et la distribution de ces produits. Conformément à la loi, l'importation de produits pharmaceutiques est administrée par l'Agence du médicament. Cet organisme, composé du Directeur des services médicaux et du pharmacien en chef ainsi que de médecins, est chargé de conseiller le gouvernement sur l'utilisation, l'importation et l'enregistrement des médicaments.

En ce qui concerne l'importation de produits pharmaceutiques, l'article 12 de la Loi sur les médicaments de 1984 dispose que "toute personne qui envisage de fabriquer, d'importer, de vendre ou de distribuer des médicaments en Gambie peut demander par écrit à l'Agence du médicament une autorisation à cet effet". De plus, l'article 16 de la Loi dispose que "nul ne peut importer des médicaments sans avoir une licence délivrée par l'Agence". Toute personne qui envisage d'importer des médicaments doit donc demander à l'Agence une licence d'importation. Le détenteur de la licence doit être un pharmacien agréé. La durée de validité de cette licence non automatique est de 12 mois renouvelables.

Par ailleurs, l'article 11 de la Loi sur les médicaments dispose qu'aucun produit pharmaceutique ne sera fabriqué, importé ou distribué en Gambie s'il n'a pas été enregistré auprès de l'Agence du médicament.

Le Ministre de la santé révisé actuellement la Loi sur les médicaments de 1984 en vue d'y incorporer le contrôle des médicaments vétérinaires.
